

le monde libertaire



Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
23 au 29 octobre 1997

10,00 F

Au delà des 35 heures...

Rompre avec le capitalisme

LA CONFÉRENCE SUR L'EMPLOI, les salaires et la réduction du temps de travail est donc bouclée avec l'annonce du passage aux 35 heures au 1^{er} janvier 2000...

À la sortie de cette rencontre le président du C.N.P.F., Jean Gandois, jouait les furieux en s'estimant berné puis victime d'un complot. Le vice-président, Kessler, prenait même l'initiative d'annoncer un boycott de toutes les instances paritaires en guise de représailles. Gandois, qui a démissionné la semaine dernière parce que jugé trop conciliant envers les socialistes, doit maintenant être remplacé par un ultralibéral tendance « tueur » (pour reprendre un terme employé par l'ex-patron des patrons)...

Côté gouvernement, le sourire béat est de rigueur et la gauche dans son ensemble affiche sa satisfaction. Le parti communiste n'hésite d'ailleurs pas à affirmer que la conférence du 10 octobre constitue un encouragement gouvernemental aux luttes sociales et le titre prometteur « Ça va secouer » fait la une de *L'Humanité*.

Secouer, mais secouer quoi? On peut se le demander quand on fait réellement le bilan de ce sommet.

Ces réactions trop tranchées pour être honnêtes s'inscrivent plus dans un jeu de rôle où chacun cherche à rassurer son public, à rouler des mécaniques pour convaincre soit que le vote de gauche est bel et bien utile (voir les propos de Julien Dray) soit que la droite patronale et politique reste bel et bien la droite...

En tout cas, on peut dire que des records sont battus dans le domaine du mensonge et de la falsification des réalités sociales; et les salariés, précaires, chômeurs n'ont malheureusement rien gagné dans cette affaire...

Les 35 heures flexibles et sous-payées

L'annonce d'une date butoir pour le passage aux 35 heures est effectivement très loin d'être une victoire.

D'abord, hormis le fait qu'il peut encore se passer beaucoup de choses en deux ans, le projet de loi n'est pas celui des « 35 heures payées 39 » contrairement à ce que peuvent prétendre les confédérations syndicales (qui se battent pour revendiquer la paternité de la réforme).

Jospin et Aubry ont bien pris la peine de le préciser à haute et intelligible voix:

ISSN 0026-9433 - N° 1097



la « modération salariale est nécessaire pour ne pas nuire à la rentabilité des entreprises » et ils ont affirmé leur volonté de poursuivre la diminution des charges « qui pèsent sur le travail ».

Ensuite les principes de la flexibilité et de l'annualisation du temps de travail sont acquis. Les négociations « entreprise par entreprise, service par service » (et l'on serait tenter de continuer: poste par poste!) ne risque pas de tourner en faveur des salariés, vue la faiblesse de l'implantation syndicale dans le secteur privé.

Le patronat va en fait pouvoir accélérer ce qu'il pratique déjà depuis quelques années: le partage du travail (incluant par définition le partage des salaires) et tout cela au nom de la lutte contre le chômage.

Une mise en scène... pour une mise au pas

La démission de Gandois et le coup de gueule du patronat et des partis de droite, avec en parallèle - et de façon symétrique - la joie totalement exagérée et démagogique des diverses formations de gauche, s'inscrivent en réalité dans la poursuite de plusieurs objectifs.

Pour les patrons, il s'agit de donner le « la » pour les futures négociations et réductions de salaires.

Pour le gouvernement et la droite politique, il s'agit également de préparer les prochaines élections régionales et cantonales.

Plus globalement, le simulacre d'affrontement entre les « socialistes » et le patronat, permet de contrôler la situation sociale.

En singeant une grande scène de ménage, les « partenaires sociaux » définissent ainsi ce qui est possible et ce qui ne l'est pas; ils nous présentent les 35 heures comme une limite du raisonnable que personne ne saurait pouvoir franchir; ils nous disent en quelque sorte: voyez combien il est difficile de mettre en place les 35 heures, alors imaginez ce que cela donnerait si nous voulions aller plus loin...

En fixant la date lointaine du 1^{er} janvier 2000, la gauche se ménage la possibilité de dire, par ses intermédiaires syndicaux: attendez, ne vous impatientez pas, le progrès social est en cours, alors ne mettez pas en danger les réformes en cours par des grèves intempestives...

Enfin, comme par un coup de baguette magique, l'annonce « surprise » de la loi cadre a fait oublier tous les (autres) mauvais coups du gouvernement. Nous pouvons en rappeler quelques-uns.

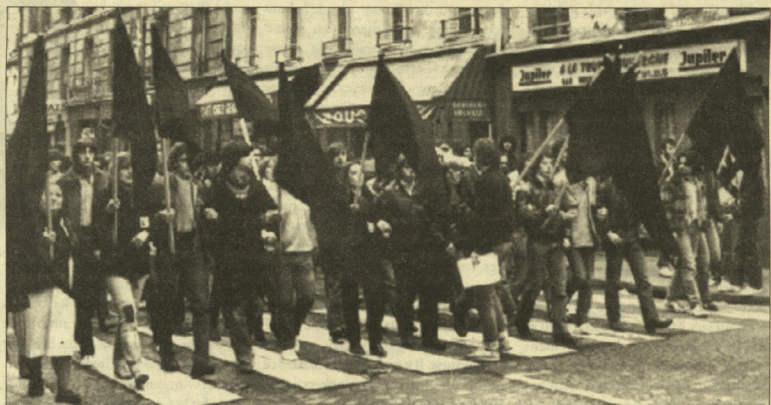
De nouveaux cadeaux sont faits au patronat sous la forme de primes et d'exonérations de charges (ce qui au passage contribue à achever la sécu).

La Loi Robien est revue et corrigée à la hausse avec l'attribution d'une prime de 9 000 F par salarié aux entreprises qui réduiront la durée du travail de 10%. L'employeur en profite ainsi pour rajeunir son personnel et remplacer des travailleurs bénéficiant d'ancienneté par des jeunes smicards...

Dernier exemple: le pouvoir inaugure une totale remise en cause du droit

● France Télécom: la grande course au profit page 3

● Révolution russe: le rôle des anarchistes page 2



EDITORIAL

Jospin le rouge contre Gandois le blanc, Grand-messe et grand spectacle, la mascarade de la lutte de classes a eu, reconnaissons-le, un bon succès. Dans cette affaire, Jospin a manœuvré finement. Après plusieurs déclarations patronales, il lâche une date butoir pour les 35 heures. L'État reviendrait enfin à son rôle de réparateur des injustices! Cet effet, purement symbolique, a joué en sa faveur. Même le carcan dans lequel se jouera désormais le sort des salariés (l'annualisation du temps de travail, les salaires bloqués sur plusieurs années) a été oublié... Il faut dire que Gandois et son coup de gueule en ont rajouté sur l'effet « gauche » de la décision étatique. Rusés les patrons! Tout d'abord, ils s'autogèrent vu la faiblesse actuelle de leurs relais politiques à droite. Ensuite, en marquant Jospin « très à gauche », ils déstabilisent son image d'homme consensuel. Enfin, grâce à leurs cris de martyrs, ils pourront obtenir beaucoup plus lors des fameuses négociations. Car des négociateurs tueurs ça existe aussi et une mise en scène peut précéder une mise au pas! Jospin a relancé une dynamique. Front syndical uni derrière lui, gauche plurielle euphorique le saluant comme un digne héritier du socialisme, bref un confort certain pour un certain temps... Les résultats encourageants pour la gauche le dimanche 12 octobre, lors des élections cantonales partielles en sont la preuve. De plus, les lois Chevènement-Guigou sur l'immigration, pourront passer plus facilement le mois prochain... À nous de prendre en considération cet aspect de la réalité politique. Ouvrons les yeux face aux promesses trompeuses de l'État, face au lâchage des directions syndicales et défendons nos intérêts nous-mêmes!

La semaine prochaine (n° 1098)
supplément 4 pages
dossier « sans-papiers,
loi Chevènement »...

F° P 2520

Autour des 80 ans de la Révolution Russe L'anarchisme, une implantation profonde

NOUS N'ENTENDONS PAS faire l'histoire du mouvement libertaire russe. En 1917 ce mouvement était très présent. Il convient cependant de rappeler quelques faits, dont certains étaient inédits ou peu connus du public jusqu'à ce qu'Alexandre Skirda publie son livre, *Les anarchistes russes dans la révolution russe* (1).

Lorsque la révolution éclate, le mouvement ouvrier russe n'est pratiquement pas organisé. Les syndicats sont interdits, les militants traqués par la police. Les ouvriers qui travaillent dans l'industrie, très concentrée, n'ont pas de tradition et commencent à peine la lente élaboration vers une pratique et une théorie autonomes, qui ne peuvent être que le résultat de dizaines d'années de luttes et d'expérience. Les anarchistes russes furent les seuls à militer pour la révolution sociale avant octobre 1917, alors que les partis d'obédience marxiste, bolcheviks compris, entendaient se limiter à l'instauration d'une république démocratique bourgeoise.

En 1917, les anarchistes furent, comme dans la révolution précédente, les seuls défenseurs de la révolution sociale. Ils se tenaient constamment et obstinément sur la voie de la vraie révolution sociale, malgré leur faiblesse et leur manque de préparation au point de vue de l'organisation. En été 1917, ils aidaient invariablement, par la parole et par l'action, les mouvements agraires des paysans qui enlevaient les terres aux seigneurs. Invariablement, ils étaient avec les ouvriers lorsque, longtemps avant le "coup d'octobre", ceux-ci s'emparaient, en différents endroits de la Russie, des entreprises industrielles et s'efforçaient d'y organiser la production sur les bases de l'autonomie ouvrière (2).

Il faut garder à l'esprit que le caractère « prolétarien » du mouvement révolutionnaire russe dans son ensemble doit être relativisé. À l'époque où en Europe occidentale, et en France en particulier, ainsi qu'aux États-Unis, entre 1890 et 1910, s'élabore dans le mouvement ouvrier industriel une doctrine et une pratique qui sera qualifiée d'anarcho-syndicalisme, cela fait peu de temps que

les serfs ont été émancipés en Russie (1861). La classe ouvrière russe a fait son apparition dans les centres urbains, mais, à l'aube de la révolution, les ouvriers ne sont qu'environ trois millions.

Les théories socialistes se développent, mais attirent surtout l'intelligentsia, avec les conséquences que cela comporte: soit l'avant-gardisme dirigiste de ceux qui pensent que le prolétariat ne peut de lui-même acquérir la conscience révolutionnaire, soit le spontanéisme et le refus de toute organisation chez ceux qui parent la classe ouvrière de toutes les vertus.

De l'essor des organisations anarchistes...

Le syndicalisme révolutionnaire, d'apparition récente en Europe occidentale, commence cependant à s'implanter au début du siècle (3). Les premiers soviets apparus en 1905 semblaient confirmer le modèle d'organisation préconisé par Bakounine. De nombreux militants tentaient d'adapter à la Russie le modèle de la C.G.T. française d'alors (notamment Maria Korn, Georgi Gogeliia-Orgeiani, Daniil Novomirski [de son vrai nom Iakov Kirillovski]). Ces militants avaient cependant conscience que leur propagande « n'était pas adaptée aux conditions spécifiquement russes ». Selon Novomirski, un militant d'Odessa, dans le sud, les syndicats devaient assurer la poursuite de la lutte économique quotidienne en même temps qu'ils préparaient la classe ouvrière à la révolution, après quoi ils deviendraient « les cellules de la future société des travailleurs » (Novomirski). En attendant, la minorité agissante dans les syndicats, dont la fonction était de servir de « pionniers » dans la lutte révolutionnaire, devait empêcher les syndicats de devenir les instruments des partis politiques. Les ouvriers anarchistes pensaient qu'il fallait créer dans les syndicats des cellules chargées de combattre l'« opportuniste » socialiste.

Le groupe anarcho-syndicaliste de Novomirski recruta entre 1905 et 1907 de nombreux ouvriers, mais aussi des intellectuels. Il y avait également dans ce groupe des marins, des dockers et des salariés du petit commerce.

Le mouvement anarcho-communiste recrutait également beaucoup, à Moscou dans les usines de Zamoskvorechie et de Presnia, dans les usines des villes alentour; des cellules organisaient des manifestations dans les grandes entreprises comme Zündel ou la Centrale électrique; le groupe la Commune libre (Svobodnaïa kommouna) recrutait de nombreux adhérents chez les métallurgistes et les typographes.

Une Conférence des groupes anarcho-communistes de l'Oural avait appelé en 1907 à la création de « syndicats illégaux sans distinction de parti » et appelait les anarchistes à entrer dans les syndicats existants pour contrer l'influence des « opportunistes socialistes ». Aux États-Unis et au Canada, l'Union anarcho-syndicaliste des ouvriers russes des États-Unis et du Canada recrutait des milliers d'émigrés, dont une grande partie allait revenir en Russie en 1917.

Les premiers mois de la révolution voient le développement important de l'anarcho-syndicalisme. L'Union de propagande anarcho-syndicaliste Goloss Trouda (la Voix du travail) en Russie du nord (Pétrograd) publia un hebdomadaire puis un quotidien de l'été 1917 au printemps 1918. Les bolcheviks liquidèrent l'organisation en 1919.

En Russie centrale la Fédération des groupes anarchistes de Moscou publia aussi un quotidien. Le 12 avril 1918 la police attaque les locaux de l'organisation à l'artillerie, six cent anarchistes sont arrêtés. C'est la première fois qu'anarchistes et bolcheviks se combattent les armes à la main. « Enfin le pouvoir soviétique débarrasse, avec un balai de fer, la Russie de l'anarchisme » dira Trotski.

Mais l'organisation la plus importante fut la Confédération des organisations anarchistes de l'Ukraine, dite Nabate (le Tocsin), du nom de son journal. Elle éditait également la *Voie vers la liberté*, tantôt hebdomadaire, tantôt quotidien.

L'armée insurrectionnelle makhnoviste, qui publiait la *Voix du makhnoviste*, eut un rôle très important dans la lutte contre les nationalistes ukrainiens (Petlioura), contre les gouvernements fantoches à la solde des Austro-allemands après la paix de Brest-Litovsk (l'hetman Skoropadski), les généraux blancs Dénikine et Wrangel, et enfin contre l'armée rouge en 1920. La Confédération d'Ukraine fut l'embryon de la Confédération anarchiste panrusse

qui tenta de réunir tous les libertaires avant de disparaître sous les coups des bolcheviks.

...à leur rôle prépondérant dans la lutte révolutionnaire

À partir de 1920, et particulièrement après Kronstadt, en mars 1921, il n'existe que des groupes isolés fuyant la répression.

Il convient de préciser que les libertaires russes et ukrainiens ont toujours subordonné leur ligne politique aux impératifs de la lutte contre la réaction. En Ukraine, où les anarchistes étaient la plus grande force révolutionnaire,

Pétrograd le 9 juin 1917 regroupe les délégués de quatre-vingt quinze usines et unités militaires; deux jours plus tard il y aura cent cinquante délégués. Cette conférence désigne un Comité révolutionnaire provisoire et les bolcheviks envoient des délégués. Il faut que le Comité central intervienne pour que les délégués se retirent.

Les anarchistes sont à l'origine de la création de la Garde rouge. Le 2 août 1917 a lieu une réunion du noyau d'initiative pour créer la Garde rouge, dont l'anarchiste Zouk est l'un des responsables. Les bolcheviks atermoient, et Zouk leur déclare: « Nous n'avons pas à tourner autour du pot. Il n'y a pas à attendre, il faut tout de suite commencer à taper sur les bourgeois. »

Zouk commandait un détachement de deux cent Gardes rouges des chantiers navals de Schlüsselbourg lors de la prise du Palais d'Hiver, dont un autre anarchiste, Zélesniakov, fut nommé commandant, après l'assaut. C'est Zélesniakov et ses gardes qui, plus tard, dispersèrent l'Assemblée constituante, initiative que les bolcheviks n'osaient pas prendre. Zouk et Zélesniakov moururent en combattant contre les Blancs.

Jusqu'à Octobre donc, anarchistes et bolcheviks travaillent ensemble sans trop de problèmes, les anarchistes collant bien plus près des masses que les bolcheviks et étant bien plus en avance qu'eux. C'est évidemment un fait que les auteurs

léninistes passent sous silence, mais il n'est pas exagéré de dire que l'influence du Parti bolchevik dans la classe ouvrière au début de la révolution n'a pu s'enraciner que grâce à son adoption de mots d'ordre de caractère anarchiste.

René Berthier

(1) L'ensemble des ouvrages d'Alexandre Skirda sont à consulter: *Kronstadt 1921, prolétariat contre bolchevisme*, éd. La Tête de feuilles, 1972 (épuisé); *Les Anarchistes dans la révolution russe*, La Tête de feuilles, 1973 (épuisé); *Nestor Makhno, le cosaque de l'Anarchie*, 1982 (épuisé); réédité sous le titre *Les cosaques de la liberté*, éd. Jean-Claude Lattes, 1985; *N. Makhno, La lutte contre l'Etat et autres écrits*, présentation et traduction d'A. Skirda, J.P. Ducret, 1984; *Autonomie individuelle et force collective, Les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours*, 1987.

(2) *Répression de l'anarchisme en Russie soviétique*, p. 31, éd. de la Librairie sociale, 1923.

(3) Le terme « anarcho-syndicaliste » semble avoir été inventé par un militant russe, Novomirski. Les informations contenues ci-dessous proviennent de deux sources inédites citées par Alexandre Skirda: deux histoires soviétiques, S.N. Kanev: « questions d'histoire », 9, 1968, Moscou; E.N. Kornoukhov: « L'activité du Parti bolchevik contre les révolutionnaires petits-bourgeois anarchistes dans la période de la préparation et de la victoire de la révolution d'Octobre », « Lénine, le parti, Octobre », 1967. (Cf. le remarquable ouvrage d'Alexandre Skirda: *Les anarchistes dans la révolution russe*, éd. La Tête de feuilles.)



le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1997
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

France Télécom

Moins rentable que moi... Tu crèves!

CE LUNDI 20 OCTOBRE, France Telecom faisait son entrée en Bourse. 21 % des actions de l'exploitant téléphonique français sont passées aux mains de particuliers et des investisseurs institutionnels.

A en croire les nouvelles, on savait déjà la semaine dernière que cette opération - ultra-médiatisée - de capitalisation se déroulait à merveille (près de 3,8 millions d'acheteurs). Il faut dire que les petits plats avaient été mis, très tôt, dans les grands : pour la peine Bouygues et Pernod Ricard avaient du laisser la place au « Champion » français dans le hit parade boursier du C.A.C. 40. Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Et nos voisins à la surface de cette belle planète ne font-ils d'ailleurs pas tous la même chose ?

Ce lundi 20, débutait également de l'autre côté des Alpes la campagne officielle de vente des actions de Telecom Italia (dont l'Etat italien ne détient plus que 44,7%...).

Deutsche Telekom est déjà introduit en Bourse depuis novembre 1996.

British Telecom est passé à la casse-rolle libérale il y a belle lurette, depuis 1984 pour être précis, avec, pour résultat, la division par deux de ses effectifs ! En septembre, l'Etat portugais enclenchait la vente d'une deuxième tranche de 26 % de son organisme public, faisant passer sa participation à 21 %. Outre-Atlantique, on peut également constater que l'heure est aux grandes manœuvres financières avec la fusion entre l'exploitant téléphonique américain M.C.I. et son concurrent WorldCom, créant ainsi un nouveau géant mondial combinant réseau traditionnel et Internet...

Au Japon, le président de N.T.T. se prononçait récemment pour une privatisation rapide de l'entreprise nationale. Et la liste est encore longue...

Nous allons vous faire détester l'an 2000...

L'ouverture totale du marché des télécommunications à la concurrence aura lieu début 1998. Le moment fatidique, censé justifier tous les efforts et les sacrifices sur

l'hôtel de la compétitivité, est donc tout proche.

Le journal *le Monde* nous l'annonçait gravement : « le choc s'annonce frontal » et la « bataille du téléphone ne fait que commencer ». Pour ces pauvres agents publics « habitués à tirer des lignes » (dixit l'article en question), il s'agit de se mettre au marketing offensif !

On doit donc aiguiser nos armes, s'attendre à subir des pertes, à tuer ou à être tué... ! Dans ce contexte, la phrase de Gandois (démissionnant en déclarant qu'il n'est pas un tueur) tombe à pic ! Michel Bon, interviewé il y a quelques semaines sur L.C.I. ne laissait planer aucun doute sur l'évolution des effectifs de l'ex-service public des télécommunications : les embauches et les licenciements dépendront des résultats de la grande bagarre ! Soyez prévenus, braves gens, soit vos dents rayent le parquet et vous avez une chance de vous en sortir, soit vous pouvez déjà aller visiter votre ANPE (d'ailleurs Michel Bon, qui en est l'ancien directeur général pourra vous fournir tous les renseignements utiles sur les services offerts par cette performante institution !).

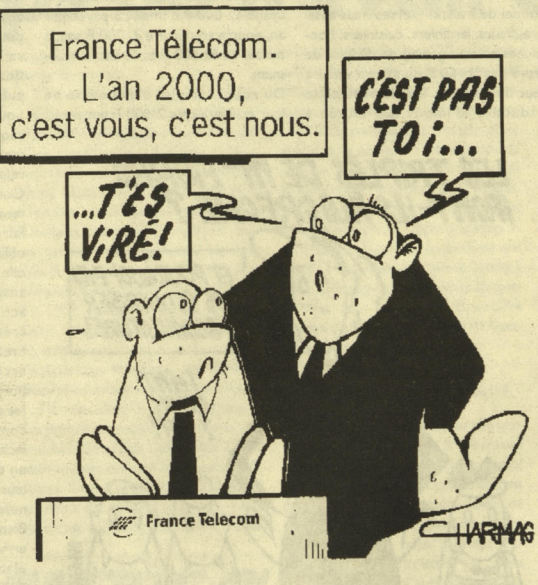
C'est la dernière grève ?

Décidément le bon peuple est dur d'oreille et ne veut pas se laisser bercer par les douces paroles de la ritournelle ultralibérale... Ils étaient encore entre 16 et 20 % à faire grève, le 30 septembre, ces résistants du service public (sûrement des « archaïques », voire même des conservateurs comme l'aurait dit notre actuel et fantomatique Président de la République).

Les rangs étaient clairsemés, c'est vrai. Mais comment s'en étonner ? Les salariés, dans leur grande majorité, n'avaient guère envie de perdre

■ Les anarchistes ont dorénavant pignon sur rue à Carcassonne. C'est dans un local répondant au nom de Bazar, qu'on peut les rencontrer, discuter, trouver des bouquins, des infos etc. Le Bazar, 44, rue de la République est ouvert le vendredi à partir de 18 heures et le samedi à partir de 14 heures.

■ On peut rencontrer le groupe Elisée Reclus de la Fédération anarchiste d'Ivry-sur-Seine chaque dimanche de 10 à 12 heures lors de la vente du Monde Libertaire sur le marché du Petit Ivry (M^e Pierre Curie). On peut lui écrire à : Groupe Elisée Reclus c/o les amis de Louise Michel, BP 55, 94 202 Ivry-sur-Seine.



des journées de travail pour rien, de se brûler dans un affrontement perdu d'avance, conscients qu'ils ne pouvaient s'opposer seuls à la privatisation. Mais la grève générale interprofessionnelle n'était malheureusement pas à ce rendez-vous de l'histoire... A cela se rajoute la « trahison » du gouvernement Jospin sur laquelle tout a déjà été dit ou presque...

Il n'en reste pas moins que, premièrement, l'ensemble des salariés rejette sur le fond la restructuration « imposée » par la concurrence capitaliste mondiale et que deuxièmement, les luttes sociales sont loin d'être définitivement enterrées !

Rénover les revendications en associant les usagers !

Le combat pour la défense d'un service public, garantissant une réelle égalité à tous et à toutes, ne peut se développer que dans une dynamique générale, brassant l'ensemble des usagers. Car que va-t-il se passer ?

■ L'union locale Lyon de la Fédération anarchiste reprend ses permanences à la librairie la Plume noire. Vous pouvez nous retrouver du mercredi au samedi de 15 à 19 heures au 19, rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er} ; Tel : 72.00.94.10. Par ailleurs, le Café Libertaire est de nouveau ouvert tous les jeudis soirs à partir de 21 heures (même adresse mais entrée par l'allée).

■ Le groupe Louise Michel vend le Monde libertaire le vendredi de 17 h 30 à 19 h 30 aux Forum des Halles (porte Lescot) ; le samedi de 10 heures à midi au marché du bas de Suresnes ; le dimanche de 9 h 30 à 11 h 30 au marché du haut de Suresnes.

venir, pour Telecom ou pour les autres services publics (Éducation, hôpitaux, protection sociale...) devrait être une évidence !

Ni étatisation ni privatisation... Autogestion !

La seconde urgence nous semble être de reprendre pied, sur le plan idéologique.

D'abord, il doit être admis que la résignation devant les règles des marchés mondiaux ne peut que nous mener à pire ; il doit être admis que la prétendue rationalité de ce système n'est qu'une absurdité totalitaire. Puisqu'il suffit de regarder ce qui se passe autour de nous, faire comprendre que message n'est pas réellement difficile.

Ce qui manque, et ce qui peut faire la différence, ce sont les objectifs proposés. Depuis des décennies la gauche veut nous présenter l'étatisation comme le meilleur des remèdes, tout en privatisant dès qu'elle arrive au pouvoir !

Mais chacun sait que la gestion par l'État des services publics n'a pas mis fin aux centaines de milliers de suppressions d'emplois et au développement des emplois précaires... L'État n'a jamais été une garantie pour l'emploi, ou une protection contre la loi du profit !

Nous n'en appellerons donc pas à lui pour jouer les arbitres sociaux ou le sauveur des services publics. La seule revendication réaliste aujourd'hui est celle qui vise la destruction pure et simple de l'économie capitaliste : l'autogestion généralisée de la société.

Alors, pourquoi ne pas revendiquer, dès maintenant et pour chaque service public, leur gestion directe par les travailleurs et les usagers ? Pourquoi ne pas revendiquer immédiatement la gratuité des services publics, en opposition radicale avec la logique marchande ?

Qu'avons-nous à perdre ?

Jéjif

LORIENT

10 heures contre les enfants de Pétaïn

L'Union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste organise une journée à la salle Cosmao Dumanoir le 8 novembre de 14 à 24 heures. Entrée libre l'après-midi et 30 F à partir de 20 heures. Au programme : débats et forums de discussion sur l'analyse de l'actualité (sans-papiers et projet de loi Chevènement) ; l'armée aujourd'hui et la réforme du service militaire ; le patriotisme et le nationalisme ; l'anti-fascisme. En soirée : musique, concert, cabaret avec Les Rats de Marée (chants marins), Les Goristes (chansons pamphlétaires), Rue d'la Gouaille (Rock celtique), FCSG (Rap) et Les White-Spirit (Rock). Toute la journée expos, buvette et tables de presse d'associations et d'organisations.

Pour les Rennais un départ en car sera organisé s'adresser à : FA, c/o MJC La Paillette, B.P. 35038 Rennes cedex (joindre 80 F).

Retrouvez la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>

En bref

A.G.E.D.: Arnaque Gonflée pour Exploiter des Domestiques

CES DERNIERS MOIS S'EST développée une controverse autour du financement de la garde des enfants au domicile de leurs parents. Pêle-mêle s'échangent invectives et arguments-massues pour ou contre ce système dans une polémique transcendant une fois de plus les clivages gauche-droite. Du côté des pour, la droite, mais aussi une partie du P.S. (1), les mesures incriminées permettraient de concilier natalité et travail des femmes, deux termes trop souvent antagonistes, tout en favorisant la création d'emplois. Pour les contre, c'est-à-dire le reste de la gauche, Martine Aubry en tête, l'État ne ferait que subventionner, et par là même encourager, la domesticité (déclaration de Marc Blondel) pour le seul profit des riches. Alors, mesure féministe ou énième cadeau à la bourgeoisie?

Pour des personnes tout autant sensibles à la lutte antisexiste qu'à la lutte de classe, le choix pourrait paraître cornélien. En effet, comment choisir entre, d'un côté, l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes et, de l'autre, la lutte pour l'égalité économique et sociale donc contre les privilèges de classe? En fait, un examen rapide de ce que sont précisément les mesures incriminées permet de sortir aisément de ce dilemme où tentent de nous cantonner systématiquement les ténors politico-syndicaux. Lutte de classe et lutte antisexiste ne sont pas antagonistes, ni ici, ni ailleurs. Ces deux termes sont intimement liés l'un à l'autre. Ils participent tous deux au fractionnement des opprimés ce qui permet bien entendu à la classe dirigeante de régner en toute tranquillité.

Dans le feu des débats se trouvent en fait deux types de mesure. Il y a tout d'abord l'A.G.E.D., mise en place en 1988 pour faire sortir de la clandestinité les nurses qui gardent les enfants au domicile des parents. Cette aide, versée par les Caisses d'allocations familiales, prend intégralement en charge les cotisations salariales et patronales de l'employée.

S'ajoute à cela une mesure prise en 1992 par Martine Aubry (sic) qui permet aux foyers employant du personnel de maison (nurses mais aussi chauffeurs, jardiniers, cuisiniers, bonniches en tout genre) de déduire de leurs impôts 50% du salaire versé à leur domestique. Initialement, cette réduction d'impôt fut limitée à

elle ne fonctionne à plein régime que pour les familles aisées. Ainsi par exemple, la famille « Grobourage », ayant 42 000 F d'impôt à payer par an, pourra en déduire 31 200 F, soit la moitié de 62 400 F et de fait le maximum.

Du coup, l'emploi d'une nurse ne leur coûtera que 2 600 F par mois.

Privilège de classe, l'A.G.E.D. et sa réduction fiscale ne sont pas non plus des mesures féministes. Ce n'est absolument pas un passage obligé pour que des femmes puissent travailler. En revanche, c'est un luxe financé à 65% par les finances publiques (donc par notre pognon) pour que des bourgeois puissent vaquer à leurs occupations (travail mais aussi loisirs) tandis que leurs rejets restent couvés à demeure. Contrairement à ce que certains tenants de l'A.G.E.D. voudraient nous faire croire, les mères ne sont pas obligées d'avoir une domestique chez elle pour pouvoir travailler. Il existe aussi ce que 90% des actifs et des actives utilisent: les nourrices, les crèches, les haltes-garderies, etc., bref un ensemble de structures qui accueillent les enfants pour des horaires très variables pendant que les parents travaillent. Et c'est sans compter les pères qu'on pourrait inciter à prendre un peu plus souvent un congé parental sans que cela ne leur coûte leur carrière professionnelle et/ou les railleries du voisinage. Bien plus encore, l'A.G.E.D. constitue un véritable retour en arrière sur le plan de la condition des femmes. C'est une mesure réactionnaire, au sens propre du terme. Elle provoque de fait le retour d'une forme d'emplois que l'on croyait à jamais révolue: les domestiques et autres gens de maison. Ces emplois subalternes sont avant tout détenus par des femmes, sans grande qualification, et toujours à la merci de l'arbitraire patronal: licenciement abusif, heures sup non payées, harcèlement sexuel, etc. Ce n'est pas à proprement parler ce que nous entendons par émancipation des femmes. Clairement, il faut donc s'opposer à l'A.G.E.D. tout à la fois car c'est une mesure inique, classiste mais aussi sexiste.

classe et partant guerroyer pour terrasser l'injustice sociale. L'argumentation classiste développée par Martine Aubry et sa clique est bien entendu fondée. C'est d'ailleurs ce qui lui donne tout son impact dans l'opinion publique. Toutefois, c'est bien cette même clique et cette même Martine Aubry qui ont mis en place la réduction d'impôt en 1992. Trois ans plus tard, Balladur n'a rien inventé. Il n'a fait que remonter le plafond d'une arnaque mise en place précédemment. Alors pourquoi Martine Aubry s'émeut-elle aujourd'hui de ce qu'elle a mis en place hier? Peut-on croire un instant qu'elle soit tout à coup prise de remords?

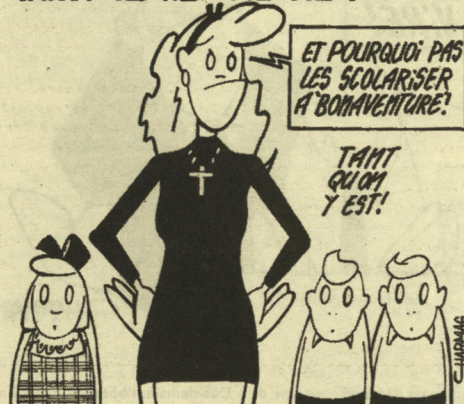
En fait, leur vrai problème, ce n'est pas la question sociale mais le trou béant de la Caisse nationale d'allocations familiales. A l'heure où celle-ci fait état d'un déficit de plus en plus important, il devient urgent de remettre un semblant d'ordre dans la maison que l'on a soi-même saccagée. Leur mobile, ce n'est pas de corriger les erreurs du passé mais de préparer l'opinion publique à faire de nouveaux sacrifices. Il y a fort à parier que cette même Martine Aubry nous déclarera dans quelques mois qu'il faut réduire les prestations sociales et familiales pour cause de déficit, comme on nous a fait le coup hier pour la sécu. Bien entendu, rajoutera-t-elle, on ne peut pas refuser puisque les plus nantis ont déjà fait des sacrifices et que ce n'est toujours pas suffisant pour résorber le trou.

Mais bien entendu, nous serons là nous aussi, tous ensemble, comme pour la sécu, pour dire non, pour dénoncer la mise en place organisée et planifiée de ce trou, pour lutter contre la remise en cause des acquis sociaux et pour redire que ces petites plaisanteries n'arriveraient pas si ces caisses étaient véritablement autogérées. Alors à bientôt dans la rue pour défendre et étendre nos droits.

Paul. - groupe Kronstadt

(1) voir la déclaration de Guy Allouche, sénateur P.S., dans Libération du 9 septembre 1997.

LES TRIPLES DE M^{ME} FIGARO IRONT-ILS À LA CRÈCHE?



13 000 F, mais Édouard Balladur remonta le plafond en 1995 à 45 000 F. C'est cette seconde mesure qui est surtout sur la sellette aujourd'hui. En effet, si tout le monde peut bénéficier de l'A.G.E.D., seuls les foyers imposables peuvent évidemment tirer avantage de la réduction fiscale...

Un cadeau pour les riches

Concrètement, ceci signifie qu'une nurse à plein temps, payée au S.M.I.C. coûterait environ 10 000 F par mois charges comprises. L'A.G.E.D. permet de descendre la facture mensuelle à 5 200 F, ce qui donne sur un an 62 400 F. C'est ici qu'intervient la seconde mesure dans toute sa dimension inégalitaire car

En revanche, pour la famille « Petitmoyen », qui ne paie que 10 000 F d'impôt, la même nurse leur reviendra à 4 366,67 F par mois soit 167% de plus qu'aux « Grobourage ». Enfin, la famille « Beauprolo » pourra certes bénéficier de l'A.G.E.D. mais étant non-imposable ne pourra tirer le moindre avantage de la mesure fiscale. Du coup, la nurse lui coûterait 5 200 F par mois soit deux fois plus cher qu'aux « Grobourage ». Sans contester donc, cette mesure fiscale est un scandale, fondamentalement inégalitaire: un cadeau pour les riches, financé comme d'habitude par l'ensemble des contribuables (via la déduction fiscale) et des salariés (via la prise en charge des cotisations sociales qui sont autant de manques à gagner pour les caisses de la sécu).

Le jeu trouble de M. Aubry

Dans la polémique actuelle, ceci ne signifie pourtant pas que Martine Aubry et consorts puissent être considérés comme des chevaliers blancs pourfendant les privilèges de

VILLEURBANNE:

Bally, une usine occupée

AU CŒUR DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE, le site de Bally-Villeurbanne est occupé depuis plus de trois mois par une soixantaine des 207 salariés qui se relaient pour occuper les lieux vingt quatre heures sur vingt quatre et sept jours sur sept. Dès l'annonce, en août 96, du dépôt de bilan de la filiale française du groupe suisse entraînant mille quatre cents suppressions d'emplois, les salariés et leurs syndicats, C.G.T. et F.O. organisent une riposte. A Villeurbanne les manifestations se multiplient, et la C.G.T., appuyée par les partis de gauche, recherche d'éventuels repreneurs. Dans le même temps un comité de soutien se constitue, avec des centaines de signatures de la population, dont le président est G. Chabroux, sénateur (P.S.), ancien maire de Villeurbanne. Les syndicats et les élus ont un discours de « défense de la chaussure française » qui passe par une dénonciation de Bally-International et dirigeant des manifestations vers le consulat de Suisse. Le 26 juin 1997, à l'annonce de la liquidation judiciaire, les salariés décident l'occupation du site afin d'empêcher le déménagement des machines et du stock de chaussures. En juillet, les salariés organisent une journée portes ouvertes avec visite des ateliers qui s'achève par un meeting avec notamment Chabroux et Gérin, député P.C.F. de Rhône. Chabroux n'a qu'un discours nationaliste « le dossier n'avance pas car les patrons suisses sont plus durs que les patrons français! ». Pour les

salariés et la population solidaire, un seul discours est servi, il faut attendre septembre pour organiser une table-ronde avec les éventuels repreneurs sous la houlette des pouvoirs publics.

Après l'impasse, l'action directe?

A la rentrée, le blocage est toujours là: les salariés envahissent les locaux de l'administrateur qui refuse de verser les salaires. Les syndicats et les élus cherchent absolument une solution. Les discussions avec deux repreneurs, Rhône-Alpes Formation et Birkel sont soit disant très avancées, deux clients Missophe et Chupin se déclarent prêts à des commandes suffisantes pour un redémarrage. Le ministère du travail, sollicité, envisage un financement public à condition que le repreneur fournisse des garanties en matière d'emplois! Dans le même temps, samedi 3 octobre, dans le centre-ville à Lyon, un magasin Bally est inauguré à grand renfort de publicité. Les salariés organisent une vente de 10 000 paires de chaussures, afin d'accroître la pression sur les pouvoirs publics selon la C.G.T. Le succès est immédiat, mais pour les délégués syndicaux, il ne s'agit en aucun cas de constituer « un trésor de guerre ». Ces sommes seront l'apport du personnel au montage financier en cas de redémarrage et sont versées sur un compte bloqué. Quelques jours plus tard, Birkel, un repre-



neur éventuel, dans une lettre à Chabroux, explique qu'il se met en retrait tant que Bally-International ne s'engage pas sur des contrats de sous-traitance pour les deux premières années.

Après quatre mois d'occupation, la situation est confuse pour les salariés de Bally avec deux projets de reprise en suspend, mais sans garantie sur les emplois, d'ailleurs les employés de plus de quarante ans s'inquiètent particulièrement. Quant aux syndicats et aux élus leur unique souci est d'organiser un montage financier pour sauver le site. Pourtant dans cette lutte des Bally les bases d'une résistance existentielle face au patronat et à ses projets de délocalisation et de fausse faillite. L'occupation et la vente des chaussures montrent le chemin de la prise en main directe de la production et l'appel à la solidarité inter-professionnelle de tous les travailleurs et de la population.

Danielle. - groupe Kronstadt (Lyon)

Un citoyen Hong-kongais dans les camps de travail chinois

LE 15^E CONGRES DU PARTI communiste chinois vient de clore ses travaux. L'ouverture économique est plus que jamais à l'ordre du jour avec l'adoption du projet consistant à ouvrir le capital des entreprises d'État, les dernières à résister à l'arrivée des capitaux privés. Les cent dix mille entreprises visées pas cette privatisation, synonyme pour le pouvoir de modernisation, emploient cent dix millions de personnes.

Combien vont se retrouver sur le carreau? L'estimation basse est de six millions, l'estimation haute avoisine les vingt millions! Or la situation sociale est déjà explosive (1) et cette ouverture économique se conjugue avec une fermeture politique confirmée: hors du parti point de salut!

Le moindre protestataire est en effet aussitôt qualifié d'«ennemi de l'État». Rappels que pour avoir simplement demandé «la cinquième modernisation: la démocratie (2)» en réplique au slogan des «quatre modernisations» de Deng Xiaoping, Wei Jingsheng a été condamné à quinze ans de prison en 1979. Pour des motifs semblables, après six mois seulement de liberté conditionnelle, il a été condamné à nouveau en décembre 1995 à quatorze années de prison! Il est vrai que pour lui «la démocratie n'est pas un cadeau d'un quelconque sauveur suprême mais elle appartient au peuple lui-même, notamment aux ouvriers et aux paysans».

Lors de mon dernier séjour à Hong Kong (3) en avril, j'ai rencontré Lau Shan Sing, militant politique Hong-kongais qui a «séjourné» dix ans dans les camps de travail de la Chine «populaire» entre 1981 et 1991, sans que le gouvernement de Hong Kong ne bouge le petit doigt. Son crime? Avoir pris des contacts et engagé des discussions avec les partisans d'un renouveau démocratique suite au mouvement dit du «Printemps de Pékin» qui s'est fait jour en Chine en 1978-1979, à la suite de la remontée au pouvoir de Deng Xiaoping.

Lau Shan Sing: «De 1973 à 1976, j'étais un activiste, étudiant à l'Université de Hong Kong, et nous souhaitions à ce moment-là (deuxième phase de la «Révolution culturelle») en savoir plus à propos de la Chine. Lors de l'incident de Tiananmen en avril 1976 en hommage à la mort de Zhou Enlai, les étudiants de Hong Kong lancèrent une campagne de soutien au peuple chinois. A nouveau en 1979, nous avons été impressionnés par le «Printemps de Pékin» et notamment le mouvement pour la démocratie qui était très important pour nous, et nous les avons soutenus à nouveau tout en cherchant cette fois à les rencontrer.

«Le mouvement a commencé à Pékin mais s'est étendu à toute la Chine. Près d'ici, à Canton, l'activiste le plus connu était Wang Xizhe (4). Ce qu'ils demandaient: la démocratie et un État de droit. Pendant cette période, après être devenu professeur dans une école de comptabilité, je me suis rendu plusieurs fois à Canton. J'étais l'un des premiers et nous les soutenions financièrement car la majorité d'entre eux étaient des ouvriers. Le voyage durait

une demi-journée et en contrepartie nous rapportions en fraude les brochures qu'ils édaient. La plupart des textes passés ainsi à l'Ouest, c'est nous qui les avons sortis. Je suis venu régulièrement une fois par mois pendant un an. Nous leur apportions aussi des livres et nous en discutons ensemble. J'étais alors trotskiste et j'ai amené notamment les livres d'Harold Isaacs (5).

«En 1981, Deng Xiaoping décida d'en finir avec le mouvement démocratique. Tous les «dissidents» furent arrêtés et moi aussi. J'ai été le seul étranger arrêté. J'étais connu des services de police et des douaniers. Je pense qu'ils ont voulu faire exemple avec moi pour dire aux gens de Hong Kong de ne pas s'occuper de la politique menée à l'intérieur de la Chine. Il y avait à ce moment-là deux camps parmi les dissidents: ceux qui comme Wei Jingsheng étaient qualifiés de pro-occidentaux et ceux qui se définissaient comme marxistes, voir maoïstes, avec certains

sonniers et ils ont essayé de me faire un lavage de cerveau.

«En effet, dans les années 1950-1960, pour sortir de prison il fallait au préalable confesser ses crimes. Les gardiens croyaient alors dans leur mission et les prisonniers politiques étaient en grand danger car pour eux vous étiez «l'ennemi», «le diable». Mais avec la Révolution culturelle, nombre de hiérarques de haut rang, ainsi que leur famille, se sont retrouvés en prison et ont parfois été torturés jusqu'à la mort. En 1975, peu avant sa mort, Zhou Enlai rédigea un article resté fameux dénonçant ces pratiques et demandant l'arrêt de ces tortures et de considérer les prisonniers comme des êtres humains.

«Il y eut alors un réel changement. Les prisonniers politiques ne furent plus considérés comme une espèce à part mais comme des criminels comme les autres. Certes, après le travail, il fallait assister à des cours d'éducation politique et se confesser, mais qu'on y croie

contrats. Au point que l'État ne sait même plus désormais ce que produit telle ou telle prison car ces établissements ayant acquis leur indépendance financière produisent tout et n'importe quoi dans la mesure où cela rapporte de l'argent. Ce phénomène a changé la dynamique à l'intérieur de la prison. Les rapports gardiens-prisonniers se sont transformés en rapports managers-travailleurs. Désormais les gardiens ont intérêt à bien traiter les prisonniers et à ce qu'ils fabriquent des produits de qualité car leur enveloppe financière dépend du rendement effectif de ceux-ci et des ventes sur le marché!

La torture de l'isolement

«Pour en revenir à ma situation personnelle, mes conditions de vie étaient éprouvantes au début car j'étais surveillé nuit et jour. En outre le gouvernement de Hong Kong n'a pas voulu se mêler de cette affaire «politique» et ne m'a en rien soutenu. Par contre j'ai reçu l'aide de mes amis politiques, des groupes trotskistes et aussi des anarchistes (7). L'un d'entre eux a ainsi engagé une grève de la faim d'un jour à la date anniversaire de mon emprisonnement, puis de deux jours au bout de deux ans et ainsi de suite jusqu'à dix jours pour les dix ans.

«A partir de 1985, les choses ont changé parce que les démocrates activistes ont été plus nombreux à se retrouver en prison. Aussi pour éviter la «contagion», les autorités, notamment dans le Guangdong, ont construit de nouveaux établissements d'une dizaine de cellules seulement mais destinées à l'isolement solitaire, avec un gardien par prisonnier. J'ai passé ainsi trois ans dans ce nouvel établissement et sur mes dix ans de prison j'en ai passé six à l'isolement. Pas de violence physique mais une torture psychologique éprouvante. Pendant un an pas de livre et des difficultés pour obtenir du papier et un stylo. Mais après cela a été possible. Je ne pouvais en outre correspondre uniquement qu'avec mes parents, pas même avec ma femme.

«Amnesty International m'a reconnu comme prisonnier de conscience et une mobilisation s'en est suivie. Je l'ai su lors d'une visite de mes parents, qui me l'ont dit. J'avais droit à une visite d'une demi-heure deux fois par an, en présence d'un gardien. Ce dernier mettait d'ailleurs mes parents en garde car je ne devais rien savoir de ce qui se passait à l'extérieur. Mais malgré tout je pouvais savoir, et notamment lors des événe-

ments de mai-juin 1989 car nous recevions par abonnement des journaux, uniquement de l'intérieur de la Chine, certes, mais qui procédaient par allusion comme lors du 70^e anniversaire du mouvement du 4 mai 1919. Au ton de l'article, je me suis douté qu'il se passait quelque chose et j'en ai parlé avec Wang Xizhe et les autres prisonniers politiques car, bien qu'étant en cellule d'isolement, nous communiquions à travers le mur, échangeant ainsi nos impressions. Au début du mouvement, les gardiens voyaient avec sympathie les étudiants, reconnaissant que les autorités devaient changer. Mais quand la répression s'est enclenchée, ils sont rentrés dans le rang.

48 heures

pour quitter le pays

«A l'approche de la fin de ma peine, ils tentèrent à nouveau de me forcer à me confesser, d'autant qu'il y a eu alors une grande mobilisation en ma faveur à Hong Kong et une importante couverture médiatique dans les journaux et à la télévision. Mon cas est remonté jusqu'à Pékin et les autorités centrales se sont demandées si je pouvais ou non être libéré sans confession préalable. Si je refusais, elles voulaient me contraindre à rester en Chine. Mais j'ai refusé le chantage. Aussi n'ai-je su que le dernier jour que j'étais libéré et que j'avais quarante-huit heures pour quitter le pays. Elles ont été en outre obligées de revenir sur ma condamnation car j'aurais du normalement être assigné à résidence comme «travailleur libre» pendant encore deux ou trois ans.

«C'est donc «légalement» que je suis parti mais je ne peux pas revenir en Chine car j'ai continué à mener des activités politiques de retour à Hong Kong, et lorsque j'ai tenté de le faire, j'ai été refoulé à la frontière. Enfin, après le 1^{er} juillet 1997 (8), même si la situation s'aggrave, je continuerai mon combat sur place. J'y suis, j'y reste!»

J-J Gandini



sympathisants trotskistes comme dans le Sichuan. Ces marxistes croyaient dans le gouvernement mais voulaient plus de démocratie. A ma connaissance, il n'y avait pas d'anarchistes (6) car tous ces activistes ont été élevés dans l'idéologie communiste et ils croyaient en Mao et dans les notions de «patrie» et de «nation».

10 ans de prison

«Après mon arrestation, j'ai été jugé dans des conditions similaires de celles de Wei Jingsheng. J'ai eu droit à un avocat d'office. Le procès a eu lieu l'après-midi mais le verdict avait déjà été rendu le matin. J'ai fait appel mais la Cour a confirmé: dix ans. Considéré comme «criminel» j'ai été transféré dans un établissement de «réforme par la pensée» regroupant deux mille pri-

(1) voir *Bureaucratie, bagues et business* de Hsi Suan-Wou et Charles Reeve. L'insomnie, 1997.

(2) Voir *Wei Jingsheng: la cinquième modernisation et autres écrits du Printemps de Pékin* d'Angel Pino. Christian Bourgois, 1997.

(3) Voir Hong Kong 1^{er} juillet 1997, et après?, *Le Monde libertaire*, été 1997.

(4) Un des trois auteurs de *Chinois si vous sachiez*, Christian Bourgois, 1976.

(5) *Tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*, Gallimard, 1967; et *Épilogue pour une révolution*, (Gallimard-témoins, 1989).

(6) Mais si! Même si il s'agit de quelques groupes isolés (voir *L'anarchisme matrice de la révolution chinoise* de J-J Gandini in *L'actualité de l'anarchisme*, n° 123-124 de la revue *L'homme et la société*, 1997).

(7) Lenny, cité dans l'article mentionné note 3, a même composé une chanson en sa faveur.

(8) Éditorial de Michel Bonin qui vient de paraître dans le n°42 de *Perspectives chinoises*; «Après trois mois de transformation de l'ancien territoire de la couronne britannique en Région administrative spéciale, force est de constater que Hong Kong est toujours Hong Kong et que la chape de plomb tant redoutée par certains ne s'est pas encore abattue sur ce flot de liberté.» J'insisterai pour ma part sur le «pas encore»...

VI^e congrès de l'I.F.A. Lyon, 31 octobre, 1^{er} et 2 novembre Pour une internationale anarchiste dynamique et étendue. Appel à la solidarité!

Le prochain congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes va accueillir plus d'une vingtaine de délégations venue du monde entier. Cette échéance a également permis de relancer ou de nouer de nouveaux contacts (Afrique du Sud, Sierra Leone, Guyane, Pérou par exemple...). Rien que de ce point de vue, c'est un succès même si cela ne préjuge pas du résultat final.

Mais, manifestement, cela n'est pas du goût des autorités lyonnaises. Nous avons donc eu droit à deux désistements imprévisibles. Le centre d'hébergement avec lequel nous avons passé un contrat s'est brusquement trouvé d'impor-

tants travaux à réaliser et il doit fermer ses locaux : imparable! La salle du congrès avec laquelle nous avions également passé un contrat a brusquement subi les foudres de la commission de sécurité : encore plus imparable!

Avec de tels aléas, notre budget prévisionnel joue au yo-yo et, pour parer au plus pressé, nous sommes contraints à des surcoûts. Nous voulons toujours financer, comme prévu, le voyage des délégations qui ont de faibles moyens, comme celle de la Russie, de l'Ukraine, de la Biélorussie, du Chili, de la Colombie ou de l'Argentine. Nous avons aussi prévu une traduction simultanée pour que le congrès fonctionne correctement.

Tout cela coûte cher, et nous pensons que beaucoup d'entre vous en ont pris conscience, mais cela n'est pas suffisant. Nous faisons donc de nouveau appel à votre solidarité, à celle des groupes et des individus de la F.A., de ceux et de celles qui veulent aider concrètement une démarche internationaliste. Face à la jet set, à la circulation des capitaux et autres « forces d'intervention rapide »; il ne sera pas dit que les anarchistes ne puissent pas se rencontrer!

Le secrétariat de l'I.F.A.
La commission de préparation du VI^e congrès

Le mouvement anarchiste en Grande-Bretagne

Cet article écrit par un membre de la Fédération anarchiste-communiste (A.C.F.), organisation qui participera comme invité au congrès de l'IFA, a pour but de donner une vue d'ensemble du mouvement anarchiste et libertaire en Grande Bretagne aujourd'hui. Il ne prétend pas être absolument objectif mais essaie de donner au lecteur une idée assez précise de la situation telle que la voit un communiste libertaire actif.

LA PLUPART DES ANARCHISTES anglais ne font pas partie d'une organisation nationale. Il n'existe pas de réseau unique comme la F.A.I. en Italie. Il existe plutôt deux, et jusqu'à récemment, trois organisations qui se présentent elles-mêmes comme anarchistes ou anarcho-sindicalistes. Il s'agit de la Fédération solidarité-A.I.T. (S.F.-I.W.A.) et la Fédération anarchiste-communiste (A.C.F.). La Fédération Class War, la troisième organisation nationale, s'est récemment auto-dissoute.

La raison pour laquelle la plupart des anarchistes restent en dehors des organisations nationales vient surtout d'un sentiment de méfiance vis-à-vis de l'organisation et d'une tradition de localisme. Il existe plusieurs groupes anarchistes importants. Souvent les membres de la S.F., de Class War et de l'A.C.F. travaillent à l'intérieur de groupes locaux.

Un réseau coordonne les anarchistes au nord de l'Angleterre et une fédération les unit en Écosse. On trouve également dans ce pays le seul groupe féminin anarchiste, le groupe des femmes de Glasgow.

La plupart des groupes sont composés d'anarchistes partisans de la lutte de classes (class-struggle anar-

chists). En Angleterre cette expression est utilisée pour différencier les anarchistes révolutionnaires (anarcho-communistes et anarcho-sindicalistes) des partisans d'un certain « style de vie » (lifestylists), réformistes libéraux et primitifs (1). Les anarchistes « lutte de classes », s'identifiant avec l'ancienne tradition anarchiste (Kropotkine, Malatesta, etc.) sont mobilisés dans le soutien aux travailleurs en lutte comme ce fut le cas avec les dockers de Liverpool.

La Fédération solidarité est une organisation de syndicalistes, certains se revendiquant anarchistes et d'autres simplement révolutionnaires, dont le but est de créer une union syndicaliste de tous les travailleurs. Elle est impliquée dans la création de réseaux au sein de différentes entreprises et est très présente auprès de la base des syndicats réformistes. Par ailleurs, elle prend son rôle dans l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) très au sérieux. Les militants de cette fédération tendent à être moins « visiblement » anarchistes, et leur publication, *Direct action*, met l'accent sur les modes d'organisation libertaires plutôt que sur les prises de position politiques. Le légendaire

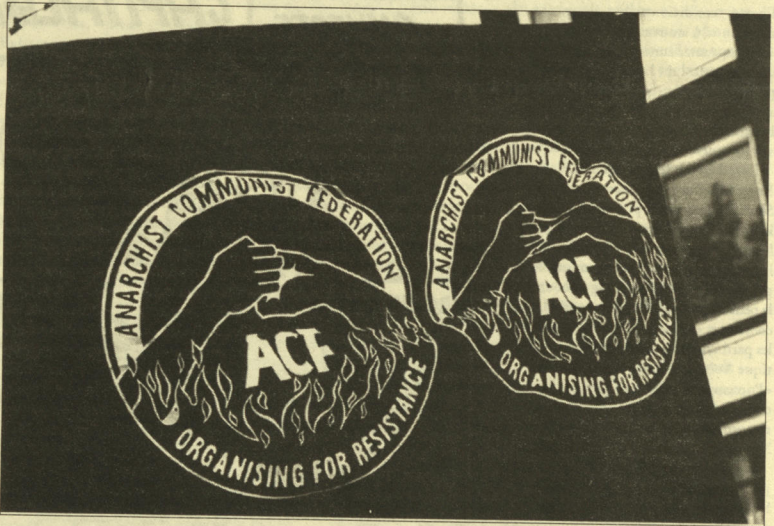
journal *Black Flag* (drapeau noir) est associé à cette fédération.

La Fédération anarchiste-communiste (A.C.F.) rassemble les anarchistes autour d'un ensemble de buts et de principes. Elle met totalement l'accent sur le développement d'une analyse révolutionnaire tout en essayant également de s'impliquer dans les luttes sociales. Elle est souvent décrite comme une organisation plate-formiste en raison de son débat pour une unité théorique et tactique. Néanmoins nous ne nous considérons pas comme des plate-

formistes. Nous avons des points de désaccord avec la plate-forme et nous pensons qu'un document écrit dans une situation donnée, en 1926, ne peut être la référence principale de la théorie révolutionnaire. L'A.C.F. publie le journal trimestriel *Organise 1*, possède ses éditions et sort plusieurs bulletins locaux et régionaux du nom de *Resistance*. L'A.C.F. est favorable à la création de groupes de coordination et de lutte plutôt que d'une union syndicale. Notre organisation ne remet pas en cause la création d'unions syndicales

avait le plus grand besoin et a attiré principalement beaucoup de jeunes hommes de la classe ouvrière. Elle est devenue le plus connu des groupes anarchistes en raison de certaines actions qui ont fait grand bruit et ont contribué à populariser les idées anarchistes avant de la voir sombrer sous le poids de ses contradictions.

Depuis peu des anarchistes se sont réunis autour d'une action contre l'allocation pour les demandeurs d'emploi, un nouveau système d'indemnisation chômage qui nuit aussi



Souscription internationale pour le congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.)

PARCE QUE LES FRONTIÈRES NATIONALES imposées par la bourgeoisie divisent artificiellement la classe des exploités en tribus patriotardes, parce que notre planète ne doit pas être saucissonnée en divisions arbitraires et antagonistes, parce que chacun doit pouvoir voyager et vivre sur un lieu autre que celui qui lui a été imposé par sa naissance, le mouvement anarchiste rejette les frontières.

L'I.F.A. va tenir son sixième congrès en novembre. C'est une échéance importante pour le mouvement anarchiste.

Nous voulons ouvrir ce congrès à d'autres organisations anarchistes internationales provenant des différents continents et non adhérentes à l'I.F.A.

Nous lançons un appel à tous les militants et sympathisants libertaires pour nous permettre ce congrès ouvert. Une souscription est ouverte. Toute aide financière peut être versée sur le compte ccp n° 16 176 00 \$ Paris, à l'ordre de M. Boury et adressée à la librairie du *Monde libertaire*,

145 rue Amelot 75011 Paris (préciser impérativement, au dos du chèque, « Congrès IFA »).

Par ailleurs, des bons de soutien, à l'organisation de ce congrès de l'I.F.A., d'un montant de 100 F, seront disponibles, prochainement, à la librairie du *Monde libertaire*.

Le secrétariat aux relations internationales de la Fédération anarchiste

Total précédent: 9 400 F

Gérard Gonet : 70 F; Laurent Desroches, Gpe Aubenas, Gpe Chartres, Anonyme, R. Bosdeveix: 100 F; Jules François: 200 F; Joseph Pelaez: 250 F; Sylvie Dupin, Anonyme: 400 F; Gpe Proudhon: 500 F; Gpe La Mistouffe: 5 000 F.

Sous-total: 6 320 F

Nouveau total: 16 720 F

mais nous voulons privilégier l'auto-organisation de la classe ouvrière. Pour que les ouvriers s'organisent eux-mêmes, il nous semble qu'ils doivent éventuellement laisser tomber la structure type du syndicat et créer des conseils d'ouvriers et de communes indépendants des syndicats. Au niveau international nous sommes en relation avec des groupes dans différents pays mais nous ne faisons pas partie de l'I.F.A. (Internationale des fédérations anarchistes).

La Fédération Class War s'est dissoute pour des raisons politiques qui ne sont pas encore forcément très claires. Elle n'était pas à proprement parler anarchiste mais ouverte à diverses influences, principalement marxistes/autonomes et également populaires. Lors de sa création dans les années 80 elle a donné au mouvement anarchiste un élan dont il

bien aux demandeurs d'emploi qu'aux actifs. L'agitation, menée avec succès, au retour des récentes élections générales a également amené nombre d'anarchistes à se retrouver autour de la même table. D'autres libertaires ont également travaillé ensemble autour du projet « réclameons les rues », coalition d'action directe sur les questions de l'environnement. Enfin, il se pourrait que les choses soient en train d'évoluer. D'anciens membres de Class War et du groupe turc et kurdes du 5 mai ont appelé à un front uni anarchiste, incluant les groupes locaux et les organisations nationales.

Le secrétaire international de l'A.C.F.

(1) Les « primitifs » sont réunis autour du journal *Green anarchists* (anarchistes verts) et leur politique est anti-technologique, anti-organisationnelle, anti-lutte de classe mais pour l'action directe.

LECTURE L'École ou la guerre civile

P. Meirieu, M. Guiraud. édit. Plon*

Disons le tout net, ce livre fait partie des grands livres sur l'école et l'éducation.

Oh certes, il n'a pas la flamboyance de « L'Émile » de Rousseau, la bonhomie roublarde des textes de Rabelais, la martialité prolétarienne des bouquins de Freinet, l'ironie désenchantée des poèmes extrêmes de Fernand Deligny, mais !

Mais, comme eux, il a cette densité rare et simple de l'essentiel. Comme eux, il nous immerge dans ce qu'on ne cesse d'oublier et de nous faire oublier, c'est à dire le pourquoi des choses et de la vie. Comme eux, il ose l'aventure au cœur du sens. Et en cette fin de vingtième siècle qui voit les ronces aigres de l'individualisme, de la loi du plus fort, de la peur, de la résignation, de la hargne intégriste... buissonner hardi tiens bon sur les cimetières de l'espoir, c'est peu dire que, comme eux, il fait désordre dans le paysage.

Premier temps de ce livre, il constate que la société du moment, parce qu'elle est vérolée par la misère, le chômage, la précarité, l'implosion des repères familiaux, des solidarités traditionnelles de voisinage ou de classe et par le passisme religieux, nationaliste, xénophobe, raciste, individualiste, claniste, est au bord de la guerre civile.

C'est assurément un fait, mais encore convient-il de l'annoncer clairement et d'en prendre toute la mesure.

C'est ce que font Philippe Meirieu et Marc Guiraud quand ils nous expliquent que l'École, parce qu'elle est partie prenante et intégrante de cette société, parce qu'elle est devenue incontournable dans la perspective d'une réussite sociale de plus en plus rare et de plus en plus dérisoire (pour un employé rémunéré au SMIC il faut avoir le bac), parce qu'elle se voit investie de la part de familles en perte de missions éducatives pour lesquelles elle n'a pas été préparée et qu'elle n'a peut-être pas à gérer, parce qu'elle est minée par l'orientation prématurée, la sélection « abusive », l'apartheid de la « reproduction massive des inégalités sociales », l'illettrisme, l'échec et la réussite scolaire

scotchés à l'origine sociale, la « babélisation » à la mode de la laïcité « ouverte », la violence, participe pleinement de cette situation.

Est-il besoin de le préciser, pour énoncer clairement la réalité du moment en termes crus, ils n'en sont pas pour autant manichéens ou caricaturaux et ils ne jettent la pierre à personne.

Et c'est peut-être pour cela qu'ils proposent. Qu'ils esquissent des réponses, des manières de solutions qui, parce qu'elles sont à la mesure de leur constat, dérangent le Landernau ordinaire qui oscille sans cesse entre le retour à un passé de jules-ferrisme made in rigueur, discipline, niveau, égalité des chances, renforcement de la sélection... et la fuite en avant vers un libéralisme de division sociale extrême entre les pauvres et les riches, un sous-service public de merde pour les gueux et de grandes écoles pour les riches, un renforcement de la sélection...

Un programme de réforme...

Leurs solutions qui reposent sur un choix politique fondamental (l'École doit être avant tout un espace de formation à la démocratie), ce sont : un nouveau contrat entre la société et son école, l'école obligatoire entre trois et seize ans dans les écoles publiques ou privées qui respectent un certain nombre de principes (pas de sélection à l'entrée sur des critères de race, de religion, d'origine sociale ou de niveau scolaire), apprendre aux enfants à comprendre le monde et à se comporter en démocrates, maintien du principe (avec aménagements) de la carte scolaire, classes hétérogènes coexistant avec des groupes homogènes et ponctuels, suppression du redoublement et de la sélection pendant toute la durée de la scolarité obligatoire, systématisation de la pédagogie différenciée avec une nouvelle gestion des emplois du temps, restituer les savoirs dans les questions fondatrices qui leur ont donné naissance, réorganisation des programmes autour d'objectifs nouveaux, création d'un certificat d'école obliga-

toire, services enseignants définis en termes de cahier des charges faisant l'objet d'un contrat individuel, corrections obligatoirement associées à un diagnostic et à une « ordonnance de soins », chaque enseignant suit ses élèves pendant deux ans, rattachement des écoles primaires au collège, mise en commun des ressources de cet établissement public, création de conseils divers, d'instances de médiation...

C'est beau comme du Victor Hugo !

Hélas, trois fois hélas, si le Père Noël de la république vertueuse existait au royaume du capitalisme et de sa propension à l'exploitation et à l'oppression de l'homme par l'homme, ça se saurait.

Là est tout le drame de ce livre qui nous récite sur un mode absolument pathétique une énigme version (bouleversante, en l'occurrence) de la bondieuserie réformiste. Oui, la société du moment (parce qu'elle est capitaliste) va vers la guerre civile, oui l'école de cette société participe de ce processus et le légitime, mais si république il doit y avoir un jour, ce ne sera pas en faisant l'économie du coupage des têtes royales, baronnesques, bourgeoises, petites-bourgeoises, patronales, curallones, syndicalo-corporatistes, étatico-machin chose, qui toutes bouffent à la gamelle de la division sociale. Dans ces conditions, c'est peu dire que ce livre aura un succès d'estime indéfendable et que toutes les couilles molles de la réforme y feront référence en en parlant comme d'Artilla. Et on voudra bien me pardonner d'espérer que ses auteurs fassent un jour le saut de la révolution sociale et que nous puissions, après nous être débarrassés du chancré capitaliste, construire un autre présent et un autre futur à partir de leurs projets dont c'est peu dire qu'ils pourraient être les nôtres s'ils ne s'habillaient pas des hardes grotesques de la république et de la démocratie à la mode du capitalisme et de la bourgeoisie.

Camarades Meirieu et Guiraud, encore un effort, vous auriez sûrement dit le divin marquis !

Jean-Marc Raynaud

* 220 pages, 99 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

à la petite semaine L'élite

Dans quelques années, je serai ingénieur de haut rang et cadre de haut niveau, patron d'entreprise peut-être. Dans mes fonctions et ailleurs, on me verra parader, plastronner, prendre des poses, afficher la suffisance, la morgue, le mépris qu'autorisent envers le tout-venant sans diplôme ces longues années d'études et de sacrifices offertes par papa-maman. Il me sera enfin permis d'utiliser de cette autorité imbécile, toute disciplinaire, étrangère aux compétences professionnelles mais sans laquelle il n'est pas de commandement respectable et respecté.

Pour mieux soumettre et humilier, la tradition, cette camisole de connerie sanctifiée par le temps, me dit, et je le crois, qu'il n'est pas de meilleure école que celle de la soumission et de l'humiliation. Alors, pour l'heure, je débambule à poil et à quatre pattes, une plume dans le cul et les parties génitales enduites de mélasse, léchant les bords de mes aînés en hautes études et en perversion abjecte, obéissant à des injonctions avilissantes où le fantasme sexuel est roi. L'an prochain, la plume formatrice sera dans le cul de l'autre, les fantasmes éducatifs assouvis seront les miens, et à l'avenir ce sont mes bottes dominatrices qu'on léchera.

Comme la caserne, Arts et Métiers du pauvre préparant la « bleussaille » à une marche au pas à perpétuité, le bizutage huppé des établissements haut de gamme participe de ces us et coutumes qui façonnent les indispensables meneurs d'hommes.

Après la quasi-disparition de la première, il est triste et révoltant de voir le second promis bientôt à un avenir sans joie sadique. Les meilleures intentions se révèlent parfois les pires, et l'on devrait savoir au gouvernement que chaque coup porté contre ce type d'abjection est un coup porté contre les forces vives de la nation. Contre ceux qui comptent. Contre l'élite.

Floral

De beaux lendemains (The sweet Hereafter). Atom Egoyan

Une seule chose est sûre. Pour Atom Egoyan, il ne s'agit ni de lendemains « qui chantent » ni de déferlements d'histoires ou de destins, mais plutôt de récits multiples de gens « en état de choc » après un horrible événement. Quatorze enfants de la même localité périssent dans un accident. Le bus scolaire s'enfonça dans la glace après avoir quitté la route.

Son film débute sur le mode comique, tragi-comique. Un type - l'avocat qui se propose de défendre les droits de ces gens, Ian Holm - pris en tenailles dans sa voiture engagée dans un lavauto, dans les brosses qui tournent, essaie de répondre à un appel sur son téléphone portable. Combat perdu, du burlesque muet. L'imprévu, ici l'humidité ambiante, va mettre en échec, va détraquer la logique, aura raison des événements. Ainsi, le ton est donné. Toute organisation préalable, tout scénario préétabli va échouer. Ne subsisteront que les motivations strictement personnelles qui vont déterminer les paroles tues ou les mots dits. Et cela sera vrai pour tous les personnages, pour la trajectoire affective de chacune et de chacun. Un puzzle savant se met en place, les récits se répondent et se poussent comme à une porte devenue trop étroite. C'est un film splendide qu'il faut voir et entendre. Il ne suffit pas de le regarder et d'écouter. C'est une œuvre où la beauté est partout, dans la musique, dans la bande-son, c'est tellement intelligent que c'est inhumain. Et les « beaux lendemains », ce sont peut-être les traces de ce film en nous-mêmes, le petit bout du rideau qu'il lève sur les égarements du cœur et du corps.

Heike Hurst

CINÉMA

Le Bassin de J.W. Joa César Monteiro

« J'ai rêvé que J.Wayne jouait merveilleusement du bassin au Pôle nord » Serge Daney

UNE FABLE « RELIGIEUSE POUR PROFANES » de Strindberg, courte pièce étrange et drolatique opposant un dieu paillard et pervers à un diable compatissant... Des interprètes qui la transposent dans leur vie... Un auteur dont les rêves s'incarnent... Des personnages aux identités mouvantes qui s'échappent, se croisent, se perdent, se pourchassent...

Le décor est planté pour une fantaisie surréaliste et truculente, variation sur les thèmes de la création, de l'activité onirique et du fantasme, fusionnés dans la poursuite du rêve de Charles Daney, que chacun des personnages, acteurs, auteurs et « leurs doubles » conjuguera à sa manière.

Dans cette œuvre conçue comme une fugue, des phrases de Breton, Aragon, Pasolini s'entrelacent en un syncrétisme poétique, thèmes secondaires d'une fable

malicieuse sur les rapports entre l'œuvre et son créateur. Ce qui n'aurait pu être qu'une froide construction intellectuelle parsemée de références artificielles, crée un univers magique, un rien déjanté, baroque et fantastique, par la grâce de longs plans séquences fixes au sein desquels les acteurs peuvent s'exprimer en toute liberté.

La scène de la bibliothèque est remarquable à cet égard. Son mouvement est centré sur la gestuelle de l'un des trois personnages assis : Pierre Clémenti, qui, en auteur cynique et touchant, crève littéralement l'espace, et, lors de la lecture de la pièce, parvient avec Hughes Quester (le diable, le metteur en scène) à nous transporter dans le rêve qui l'a inspiré, lui donnant une dimension d'humour noir qui l'apparente à l'univers de Lichtenberg. Le physicien célébré par Breton dans son anthologie de l'humour noir, définissait en ces termes l'activité onirique, au lendemain d'un rêve qu'il fit huit jours avant sa mort : ***. En somme, la problématique du film de Joao César Monteiro.

Michèle Rollin

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 25 octobre à 18 heures :

Si Vis Pacem : Les pacifistes et la révolution d'octobre.

jeudi 25 octobre à 20 h 30 :

Microclimat recevra Jean-Pierre Panné à propos des artistes, écrivains, savants qui avalèrent de grosses couleuvres : « les compagnons de route ».

vendredi 24 octobre à 14 h 30 :

Jazz en liberté : Nico Nissim sextet en public (1963) ; Muhal Richard Abrams ensemble (1980) ; Curtis Clark quintet (1987).

samedi 25 octobre à 11 h 30 :

Chroniques syndicales : la culture libertaire a-t-elle pénétré le syndicalisme ?

mercredi 29 octobre à 10 h 30 :

Blues en liberté : Big Joe Williams.

mercredi 29 octobre à 14 heures :

Le Manège recevra Edouard Glissant, auteur de « Traité de tout ».

Test génétique à Pleine-Fougères

DANS LA NUIT DU 17 AU 18 juillet 1996, la jeune Caroline Dickinson a été violée et assassinée dans la commune de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine). Les enquêteurs, ayant l'intime conviction que l'auteur de ce crime connaissait les lieux, ont jusqu'à maintenant fait chou blanc.

Le viol et le meurtre de la jeune Caroline sont un fait divers particulièrement révoltant. Les méthodes traditionnelles de recherche du responsable n'ayant rien donné, les enquêteurs entendent pratiquer un test génétique sur tous les hommes de Pleine-Fougères âgés de 15 à 35 ans.

Cette méthode liberticide qui consiste à rendre suspecte toute une population appelle certaines interrogations.

En effet les 195 « suspects » de Pleine-Fougères subissent une pression inadmissible de la part de la mairie, de la gendarmerie, d'Ouest-France et du Parquet général de Rennes. Ces derniers font sans aucun débat contradictoire la promotion de ce test en utilisant des méthodes d'intimidation (convocation officielle) et de culpabilisation (« Le test du civisme à Pleine-Fougères » Ouest-France) faute de pouvoir réellement l'imposer.

La suspicion d'une population ne peut cautionner de telles pratiques qui aboutissent finalement à scinder cette population entre ceux qui « collaborent » (dans le cas présent et de manière générale) et ceux qui

se refusent à prouver leur innocence au risque de se voir ultérieurement fortement suspectés par la justice.

Jusqu'à maintenant, la loi française érigeait en principe l'innocence présumée de chacun tant que la preuve de sa culpabilité n'était pas apportée. Il faudrait maintenant aller prouver notre innocence? Si la fiabilité scientifique du test est déjà discutable (il n'y a pas de science exacte) son utilisation judiciaire voire politique l'est d'autant plus: la France a toujours pratiqué la justice de classes - à deux vitesses - (sang contaminé, procès de l'amiante, dont les coupables sont connus mais jamais inquiétés).

Quel avenir pour les tests génétiques?

Si à Pleine-Fougères on nous promet la destruction du fichier, un autre pas est franchi vers l'extension du fichier: les anarchistes ont toujours refusé les papiers d'identité obligatoires, le fichage par empreintes digitales pour renouveler sa carte d'identité, la « carte d'identité sécurisée », le carnet de santé obligatoire, mais aussi la vidéosurveillance... qui sont autant de mesures restreignant la liberté individuelle et allant dans le sens d'une société toujours plus sécuritaire.

Alors que l'État ne dissimule même plus ses intentions de créer un fichier des empreintes génétiques (avec pour caution morale la lutte contre les crimes sexuels), com-

ment croire que le fichier de Pleine-Fougères sera réellement détruit, qu'il n'y aura pas une généralisation du fichage afin d'étendre insidieusement le contrôle social et judiciaire de l'ensemble de la population?

Comme pour les manipulations génétiques, un débat éthique doit avoir lieu pour que le principe du fichage génétique et ses dérives inacceptables soient définitivement enrayer.

Pour un changement de cap

La science et la technologie ne doivent être qu'au service de l'homme: amélioration des conditions de vie, de travail, de santé, de l'épanouissement intellectuel et social. Or les tenants du pouvoir s'en servent essentiellement dans un but de rentabilité (par exemple l'ergonomie est utilisée pour améliorer la productivité et non les conditions de travail) ou de fichage de la société (vidéosurveillance, généralisation du fichage politique, syndical, génétique... de la population). Le boycott du test n'influencera pas le cours de l'enquête mais participera à la défense des libertés individuelles et collectives. Refuser aujourd'hui, c'est aussi refuser l'extension annoncée du test aux communes environnantes, mais c'est surtout refuser la généralisation et les dérives de ces pratiques.

F. Y. F. et M. - groupe La Commune (Rennes)

Rompre avec le capitalisme

Prise dans une course effrénée à la rentabilité, l'économie capitaliste ne tolère plus aucune erreur. La compétition devient une véritable guerre économique. Ce phénomène en explique aussi un autre: plus les politiques d'austérité se durcissent, plus le pouvoir et les classes dominantes doivent utiliser le matraque idéologique et médiatique pour espérer contrôler et prévenir des crises politiques majeures... Cela signifie également que le nombre d'attitudes possibles face au système s'est sensiblement réduit.

Ceux et celles qui veulent continuer de croire à la réforme - par naïveté ou par calcul politique - se sont peu à peu retrouvés à simplement gérer le système, en y mettant parfois une dose de social, mais ne s'en soumettant pas moins à l'impitoyable dictature des marchés.

En clair, si l'on accepte que subsiste un marché, des employeurs, des salariés, des monnaies, etc (bref, les fondations du libéralisme), on ne peut avancer que des projets et des revendications « raisonnables », c'est-à-dire conformes aux règles économiques en vigueur.

Dans ce cas, il ne peut plus être question de défendre une réduction du temps de travail qui handicaperait la compétitivité des entreprises. L'impasse du partage du travail devient la seule perspective « réaliste »...

Par contre, si l'on choisit de combattre et de rompre avec le capitalisme, il nous faut développer et populariser un projet sociétaire anarchiste, et amener des revendications de rupture.

Se battre sur des revendications de rupture!

Salariés, précaires, chômeurs, nous n'avons rien à attendre de cette conférence. Anarchistes, nous n'avons de toute façon jamais cru à la possibilité de réformer en douceur le capitalisme! C'est uniquement le rapport de force, imposé par les travailleurs, qui compte.

Par conséquent, notre premier souci doit être de redynamiser des revendications actuellement dénatées, manipulées, falsifiées par le Pouvoir, les classes dominantes, et les bureaucraties syndicales.

Nous devons défendre la revendication de la réduction du temps de travail uniforme et avec augmentations de salaires, en l'associant à une critique de fond du salariat et non plus comme une simple réponse d'économiste au problème du chômage.

suite de la première page

Nous pouvons tenter d'impulser de nouvelles luttes contre le chômage et la précarité, avec le refus de tous les licenciements, des statuts précaires dans le privé comme dans le public.

Nous pouvons inventer de nouvelles revendications pour construire une autre école, en refusant qu'elle soit mise à la botte du patronat toujours sous prétexte de préparer les enfants au monde du travail... capitaliste!

Sur la question des services publics, nous avons l'opportunité de refaire valoir les notions d'utilité sociale, de socialisation, de gratuité.

Le démantèlement de la Sécurité sociale devrait nous inciter à recenser des exigences de type autogestionnaire, dans l'objectif de nous réapproprier la maîtrise totale de cet outil essentiel de protection sociale en refusant toute cession au patronat et à l'État.

Au delà d'une défense crispée autour d'acquis, nous pouvons nous mobiliser pour revendiquer l'extension du principe de service public à d'autres domaines de production sociale comme celui par exemple du logement.

La lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers, en allant à l'encontre du consensus anti-immigrés (et en plus d'être un devoir moral) contribue directement à la construction d'un antifascisme anticapitaliste et révolutionnaire...

Voilà autant d'axes de mobilisation, en rupture avec le capitalisme, et autour desquels peut se construire un nouveau mouvement social révolutionnaire!

Régis groupe Dejacque

A G E N D A

jeudi 23 octobre

LILLE: La Fédération anarchiste vous invite à un débat animé par l'instituteur de l'école libertaire Bonaventure à l'université Lille III, de 12 à 15 heures en salle 3 du bâtiment d'extension.

Concert de soutien à l'école libertaire Bonaventure (prix libre) au Teepy à partir de 20 heures, 25 rue de Douai (M^oPorte de Douai) avec Bric Broc Théâtre, Zaza melba et Nelson orchestra, Moon in June et Yogo Onomotobok ainsi que des projections de Bergast space, Meuringue, Julien Delmotte et des installations de Fish « Le Bienheureux ».

MONTPELLIER: Débat animé par le groupe de la Fédération anarchiste à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc sur la casse des services publics et les attaques contre la protection sociale.

vendredi 24 octobre :

PARIS: Projection du film « L'an 01 » (Alain Resnais, Gédé, Doillon) à 19 h 30 à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 11^e.

samedi 25 octobre

ANGERS: Le groupe Malatesta de la F.A. organise une conférence-débat avec J. Lesage de la Haye sur le thème « Enfermement carcéral et psychiatrie », critique et alternative, à l'Étrincelle, 26, rue Maillé, 17 heures.

ARGENTEUIL: Les amis de Pierre Kropotkine organisent une conférence-débat sur l'Autogestion à 18 heures salle Ambroise Croizat, 21, rue Defresne-Bast.

BORDEAUX: Le groupe Emma-Goldman de la F.A. organise un débat public à 17 h 30 à l'Athénée libertaire (7, rue du Muguet) sur les stratégies antifascistes en général, et à Bordeaux en particulier.

LYON: L'Union Locale Lyon de la F.A. vous invite à l'occasion des 80 ans d'octobre 1917 à un débat sur la Révolution Russe, analyse libertaire d'un espoir trahi à 15 heures à la Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc (1^{er}).

SAINT-OUEN: Le groupe Henry Poulaille de la F.A. et l'association le Vent du Ch'min organise une rencontre autour de « la culture libertaire » au 31, rue Farcot. Au programme: à 16 heures projection d'un documentaire sur Armand Gatti, à 17 heures: débat avec Jean-Jacques Gandini, Ronald Creagh et Mimmo Pucciarelli sur « Qui a dit que l'anarchisme était encore loin? ». 19 heures: buvette et restauration et à 20 h 30 projection de La stratégie de l'escargot de Serge Cabrera.

Dimanche 26 octobre

LILLE: Conférence au centre culturel libertaire Benoit Brouchoux (1-2 rue Denis-du-Péage, M^oFives) à 15 heures sur les expériences d'éducation alternatives et novatrices avec l'instituteur de l'école libertaire Bonaventure, un membre du mouvement Freinet et un syndicaliste du secteur éducation de la CNT ainsi que sous réserve de SUD-éducation. La conférence sera suivie d'un concert acoustique d'Almoyna.

jeudi 30 octobre

NIMES: Le groupe du Gard de la F.A. vous invite à la projection du dernier film de Richard Prost « Contre vents et marées » (sur la résistance des exilés espagnols contre le franquisme), en présence de l'auteur, à 20 h 30 au centre culturel Pablo Neruda. Entrée libre.

PARIS: Le groupe de la Villette de la F.A. organise une réunion sur la F.A. mode d'emploi à 20 heures, à l'Usine, 102, bd de la Villette (19^e).

Samedi 1er novembre

DIJON: Le groupe libertaire de Dijon (FA/SCALP) appelle à un rassemblement de soutien aux sans-papiers à 18 heures devant la préfecture.

« Les voix sans maître » organise un concert de Punk-Rock à 20 heures à la salle la vapeur (avenue Stalingrad) avec les groupes La Fraction, Poupée mataf, Wet chicken shit et les Zabriskie Point, le tout pour 35 F.

MARSEILLE: Le groupe de Marseille de la Fédération anarchiste et la CNT organise une nouvelle édition de la Nuit de l'Anarchie à partir de 19 heures au Théâtre Tournesky, 16 promenade Léo Ferré. Au programme un débat sur l'anarchisme et le syndicalisme, des animations musicales toute la nuit, des stands et restauration.

mardi 4 novembre

TOULOUSE: Le groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste vous invite à une réunion-débat, précédée d'une vidéo, sur « Après la suspension de la conscription, l'APD ou les rencontres armée-jeunesse, faisons le point sur l'armée et l'antimilitarisme » à 20 h 15 à l'Athénée Albert-Camus, 36 rue de Cugnaux (Métro Patte d'oie).

mercredi 5 novembre

NOISY-LEGRAND (93): Tandis que le 11 sera inaugurée une chapelle de la « Fraternité saint Pie X », le collectif noiséen de vigilance et d'action citoyenne contre l'ordre moral organise une réunion-débat à 20 h 30 salle Gérard-Philippe (face à la mairie) avec Thierry Meissan (réseau Voltaire), René Monzat (journaliste), Xavier Pasquini (journaliste à Charlie hebdo).

RECTIFICATIF

En page 8 du Monde libertaire de la semaine passée (n° 1095), l'avant dernier paragraphe fut malencontreusement parasité par des points d'interrogation... Le voici intégralement:

Aller débambuler au Luxembourg comme le projetent certains, ne servirait pas à grand chose si nous ne sommes pas à même d'imposer nos revendications ici et constituer ici et constituer un rapport de force satisfaisant. L'unité des travailleurs au-delà des frontières ne se clame pas, elle se construit par l'action directe contre le patronat et l'État. Cela se vérifie aussi entre ceux au chômage et ceux au boulot.